

Unité départementale de l'Oise  
Z.A. de la Vatine  
283, rue de Clermont  
60000 Beauvais

Beauvais, le 04/04/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**BOSTIK**

Route de Bailly  
B.P. 30 009  
60170 Ribécourt-Dreslincourt

Références : IC-R/101/25-CD/SL  
Code AIOT : 0005101506

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/03/2025 dans l'établissement BOSTIK implanté Route de Bailly BP 30009 60771 Ribécourt-Dreslincourt. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BOSTIK
- Route de Bailly BP 30009 60771 Ribécourt-Dreslincourt
- Code AIOT : 0005101506
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'établissement BOSTIK a été créée en 1891. Il est implanté sur la commune de Ribécourt-Dreslincourt dans le département de l'Oise (60) et compte actuellement environ 180 personnes. Il est spécialisé dans la fabrication de colles et d'adhésifs.

Les principales gammes de produits fabriqués sur le site BOSTIK de Ribécourt-Dreslincourt sont :

- les émulsions vinyliques ;
- les colles aqueuses ;
- les colles thermofusibles ;
- les colles solvantées, polyuréthannes, époxy et polyester.

La production est de l'ordre de 55 000 tonnes par an. L'établissement relève du régime de l'autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement. L'établissement est classé Seveso seuil haut par application de la règle du cumul pour l'addition des substances ou mélanges sources de dangers pour la santé.

#### Thèmes de l'inspection :

- AN25 Perte d'utilités

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Arrêts et mise en sécurité (3.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Alimentation en énergie et utilités associées (1)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
2	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
4	Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
5	Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	Sans objet
6	Dispositifs de secours électrique (Liste et	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	équipements secours) (4.a)		
7	Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7	Sans objet
8	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant indique que la perte d'utilité électrique ne présente pas de risques accidentels au regard des procédés de fabrication mis en œuvre. L'enjeu est principalement sur la qualité des produits finis fabriqués.

L'exploitant a réalisé des HAZOP pour identifier l'absence de risques supplémentaires liés à cette perte. Un point particulier est à apporter à la salle POI.

L'exploitant doit s'assurer que l'ensemble des éléments et équipements nécessaires à la gestion de crise est secouru et que l'onduleur en place est correctement dimensionné.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Alimentation en énergie et utilités associées (1)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Alimentation en énergie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. [...]
<b>Constats :</b>  Les utilités nécessaires au fonctionnement des installations sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• électricité</li> <li>• vapeur (produite par chaudière)</li> <li>• fluide thermique</li> <li>• réseau azote</li> <li>• réseau d'eau</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>• air comprimé</li> </ul> <p>Lors de cette inspection, seule la perte d'utilité électrique a été inspectée.</p> <p>Le site est alimenté par un réseau RTE via des transformateurs présents sur le site.</p> <p>L'exploitant indique que la perte de l'électricité sur le site entraîne uniquement une dégradation de la qualité des produits fabriqués. La perte de l'électricité n'engendre pas de risques industriels selon l'exploitant.</p> <p>L'alimentation du circuit d'azote ne dépend pas de l'électricité. Le circuit est équipé d'un détendeur mécanique.</p> <p>Les chaudières permettant de produire la vapeur nécessaire au process sont alimentées au gaz naturel. Une seule chaudière électrique est présente sur le site, elle alimente l'atelier Pilote.</p> <p>Des HAZOP ont été réalisées au regard de la thématique de pertes d'utilité électrique. Les conclusions ne montrent aucun risque accidentel conséquent.</p> <p>Le site dispose d'un groupe diesel de secours de 600kVA à déclenchement automatique. Ce groupe alimente la chaufferie, les circuits de refroidissement, l'instrumentalisation et divers appareils de fabrication de l'atelier Émulsions. L'exploitant indique avoir vérifié que la puissance de ce groupe permet d'alimenter l'ensemble des équipements qu'il secoure.</p> <p>Un groupe électrogène est également présent. Il alimente l'atelier PE.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Stratégie en cas de perte d'utilité électrique</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.</p> <p>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En cas d'arrêt de l'alimentation du site en électricité, l'exploitant indique que les productions en cours s'arrêtent d'elles-mêmes. En effet, dans l'atelier Émulsions, l'alimentation du réacteur en matières premières s'arrête. La réaction s'arrêtera donc en l'absence de réactifs.</p> <p>Pour les autres ateliers, les cuves de fabrication sont uniquement le lieu de mélange. Il n'y a pas de réactions.</p> <p>D'une manière générale pour l'ensemble des ateliers, l'arrêt de l'agitation ne présente pas de risques accidentels hormis pour la qualité des produits en fabrication et pour la récupération des matières au sein des cuves pour la reprise de la fabrication.</p> <p>En termes de chauffage par vapeur produite par les chaudières du site, l'exploitant indique qu'en cas d'arrêt seule la qualité du produit fabriqué sera impactée. Le chauffage des mélangeurs ne sert qu'à améliorer la qualité du produit fini. La réaction ne présente pas de risque d'emballement ou de dégagement chaleur et/ou pression en cas d'arrêt de chauffage.</p>

<p>En termes de stratégie, l'exploitant indique suivre les principales constantes en cas de perte de l'utilité électrique. En effet, l'exploitant a défini les équipements secourus prioritairement en cas de perte d'électricité. Un tableau reprend l'ensemble de ces éléments. Ce suivi sert principalement au maintien de la qualité du produit.</p> <p>L'exploitant indique également que lors d'une perte d'électricité, une cellule POI est mise en place. Les rôles sont définis dans une procédure en lien avec le POI. La stratégie sera affinée par cette cellule POI en fonction des produits en cours et de la perte totale ou partielle.</p> <p>Les HAZOP menées ont permis de vérifier que la perte de l'électricité n'a pas d'effets cascade sur les autres utilités.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Arrêts et mise en sécurité (3.a)**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Mise en sécurité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> <p>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Au cours de l'inspection, un tableau reprenant l'ensemble des éléments et équipements secourus par atelier et par groupe de secours a été vu. Il reprend principalement l'instrumentalisation (capteur de température, de pression, superviseurs, ... ) et les onduleurs.</p> <p>Une attention particulière doit être apportée à la salle POI. L'exploitant indique qu'un onduleur est présent pour secourir l'alimentation de cette salle. Cependant, il convient de s'assurer que l'ensemble des ordinateurs présents, l'imprimante et l'éclairage sont secourus. L'onduleur installé doit être assez puissant.</p> <p>Une procédure "pertes d'utilités" existe et permet de définir les actions à mener en cas de perte totale ou partielle des utilités (n° 02149) . Le lien avec le POI est fait dans ce cadre.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b><u>Demande de justificatif:</u></b> L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les éléments justifiant que la salle POI est secourue électriquement de manière à ce qu'elle puisse jouer son rôle en cas de conduite du site en situation dégradée (perte de l'électricité).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 4 : Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Mise en sécurité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Consignes d'exploitation et de sécurité.</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.</p> <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;</li> <li>-les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;</li> <li>-l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;</li> <li>-les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;</li> <li>-Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.</li> </ul> <p>L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.</p> <p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;</li> <li>-les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;</li> <li>-les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;</li> <li>-les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li> <li>-les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;</li> <li>-la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;</li> </ul>

<p>-l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;</p> <p>-l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique que la mise en marche des groupes de secours est automatique. Un asservissement de détection de baisse de pression est en place.</p> <p>Les groupes sont testés et mis en marche une fois par mois. La feuille de traçabilité a été vue lors de la visite de terrain. Elle ne révèle pas d'anomalie.</p> <p>En termes d'autonomie de ces groupes, l'exploitant indique que le carburant n'est pas un facteur limitant. Une cuve de carburant est présente sur le site et permet d'alimenter les groupes pendant plusieurs jours.</p> <p>Le personnel du site est formé via les formations POI (cadre d'astreinte et agent de maîtrise sécurité). La question des actions à mener dans le cadre d'une perte totale ou partielle de l'électricité est abordée. Les fiches réflexes sont explicitées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Mise en sécurité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Équipements à l'arrêt.</p> <p>En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.</p> <p>Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).</p> <p>Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique que les superviseurs de conduite des opérations de fabrication sont secourus.</p> <p>Les détecteurs de pression, température sont secourus et les reports d'alarmes sont opérationnels.</p> <p>Ensuite, l'exploitant indique pouvoir "surveiller" la fin des cycles de fabrication en cours.</p>



<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secourus) (4.a)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Utilités.</p> <p>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.</p> <p>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> <p>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site est secouru par deux groupes (cf point de contrôle n°1).</p> <p>Les onduleurs présents sur le site et servant à alimenter les différents équipements sont recensés et font l'objet d'une maintenance. Le dernier rapport de maintenance date de juin 2024 par la société Seves. L'exploitant indique qu'en cas de dysfonctionnement identifié, la réparation est effectuée le jour même.</p> <p>La pomperie du local incendie est secourue par le groupe de 600kVA.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Lorsque les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel.</p>
<b>Constats :</b>

Le site n'a pas identifié de mesures de maîtrise des risques.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Maintenance et test
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Maîtrise des procédés.</p> <p>Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.</p> <p>Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.</p> <p>Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un test de mise en sécurité réelle est réalisé une fois par an, au moment de la période de maintenance estivale. Il s'agit de vérifier que les groupes de secours prennent le relais en cas de coupure électrique.</p> <p>Les groupes de secours font l'objet d'une maintenance par une entreprise extérieure.</p> <p>Les onduleurs font l'objet d'une maintenance annuelle comme déjà indiqué dans un point de contrôle précédent.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite